Importations d'OGM : le Parlement européen rejette la proposition dangereuse de la Commission européenne

Communiqué de la délégation socialiste française au Parlement européen
Strasbourg – mercredi 28 octobre 2015 -

La délégation socialiste française a bataillé ferme contre la proposition de réforme de la procédure d'autorisation d'importation des OGM dans l'Union européenne.

Précédemment, nous avions soutenu une procédure permettant à un Etat membre d'interdire sur son territoire la culture d'un OGM autorisé au niveau européen. Par contre, transposer cette possibilité pour les importations est, à nos yeux, une erreur : en effet, cette proposition de la Commission européenne revenait à renationaliser le marché, et donc venait en contradiction avec le marché intérieur. Une telle décision aurait été non seulement contestée par la Cour de justice de l'Union européenne, mais aussi vraisemblablement par les instances de l'OMC.

Par ailleurs, un tel système n'aurait nullement empêché des détournements commerciaux et donc une présence de matières premières issues d'OGM dans les pays qui en refuseraient l'importation : rien n'aurait été contrôlable quant à l'utilisation des OGM. L'inévitable pagaille aurait donné l'occasion aux pro OGM de remettre en cause la législation récente et durement acquise sur la possibilité donnée aux Etats membres de restreindre ou d'interdire la culture des OGM sur leur territoire.

Mais le simple rejet de ce texte ne doit pas être l'alibi qui permet à tout le monde de se satisfaire du statu quo, c'est-à-dire de permettre au Conseil de continuer à ne pas se prononcer, et à la Commission de continuer à valider l'homologation de nouveaux OGM contre le fait majoritaire.

S'interroger sur l'utilisation des aliments pour animaux génétiquement modifiés, c'est poser la question du modèle de notre agriculture, de plus en plus dépendant d'aliments génétiquement modifiés pour nourrir nos cheptels. C'est cela le fond du problème.

L'agriculture européenne est, aujourd'hui, dépendante de protéines génétiquement modifiées extra-européennes. Dès lors, nous ne nous mettons plus en situation de pouvoir être souverains sur cette question. Si l'on ajoute à cela la pression du changement alimentaire en Asie, et plus particulièrement l'accroissement de la consommation de viande en Chine, la volatilité des prix du soja va s'accroître de manière délirante dans les prochaines années. Ainsi, nous sommes non seulement devenus sensiblement dépendants de l'extérieur, qui plus est sur des produits qui ne satisfont pas nos consommateurs, mais qui viendront qui plus est très vite poser problèmes à nos agriculteurs si nous ne les accompagnons pas vers un autre chemin.

Face à la défiance des consommateurs et au désarroi de certains producteurs, c'est aux citoyens qu'il revient de choisir le modèle alimentaire et agricole qui se prépare en Europe. Nous pouvons constater que, majoritairement, ce choix ne s'oriente pas vers les OGM. Le nier, c'est aggraver le sentiment de dépossession que peuvent ressentir nos concitoyens envers

nos institutions, qui plus est sur un sujet aussi sensible que l'alimentation. C'est pourquoi, nous restons mobilisés contre les OGM.

Le lien vers le site de la DSF